

## REGION DE PARIS SAINT LAZARE



### **Privatisation de la SNCF « en marche », répressions, casse de l'emploi, gel de salaires**

#### **Le 27 juin 2017 les cheminots se mobilisent.**

Le nouveau président à peine élu est déjà en train d'opérer un retour vers le 19<sup>e</sup> siècle et promet de nouveaux reculs sociaux. Parmi eux, un projet de loi sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire national et régional de voyageur, mais aussi la casse du code du travail et de la protection sociale qu'Emmanuel Macron compte imposer, à coup d'ordonnances, sous l'injonction de Pierre Gattaz.

L'ouverture à la concurrence a toujours entraîné une dégradation des conditions de travail où elle a été appliquée (comme au fret ferroviaire). Jamais elle n'a apporté d'amélioration en termes de qualité, d'efficacité ou de baisse des tarifs pour les usagers.

Au sein du groupe public ferroviaire les restructurations se formalisent par le cloisement des agents, des matériels et l'organisation de la production par activité, voire par produit, pour pouvoir imposer ensuite les transferts de personnels des établissements au privé.

A la SNCF la direction se prépare à annoncer une 3<sup>e</sup> année de gel des salaires et Pépy envisage de faire disparaître 1 cheminot toutes les 2 heures d'ici 2023.

25 000 emplois ont été supprimés depuis 2007, conduisant à une hausse de 36% de la productivité sur la même période.

Au-delà des aspects quantitatifs, la Direction accélère une politique de recours massif aux contrats précaires et favorise une politique de recrutement hors-Statut qui vise à en fragiliser les garanties collectives.

A l'instar de la réforme ferroviaire, les budgets d'austérité du Groupe Public Ferroviaire pour 2017 font reposer les efforts et la dette sur les cheminots et les usagers en imposant fermeture de gares, de lignes et de guichets, ou autres remplacements de trains par des bus.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT et SUD-Rail lancent un vaste processus revendicatif pour des augmentations générales des salaires et pensions, l'arrêt de la sous-traitance, et exigent aussi des contours de métier clairs s'opposant à la polyvalence avec des effectifs suffisants pour garantir un service public de transport ferroviaire de marchandises et voyageurs sûr, fiable et de qualité.

La mobilisation régionale du 27 Juin s'inscrit dans un processus plus large qui doit nous engager de façon offensive, au-delà de la période estivale sur les sujets de privatisation, d'emploi, de salaires de conditions de travail ...

Un rassemblement régional unitaire CGT, SUD-Rail est donc prévu, à 10h le 27 juin 2017 devant la gare de Clichy Levallois où les cheminots seront invités à interpeller la direction de l'EPTIC sur leurs légitimes revendications.

Une autre voie est possible, il nous faut agir massivement pour gagner.